

ÉTAT, CLASSES ET MONDIALISATION : AU-DELÀ DU CONCEPT DE CLASSE DOMINANTE MONDIALE

Par Leo PANITCH et Sam GINDIN

L'État n'est pas le simple outil ou instrument, manipulable à volonté, des classes dominantes, toute étape d'internationalisation du capital provoquant automatiquement une « supranationalisation » des États. (...) Le problème qui nous occupe ne se réduit pas ainsi non plus à une contradiction simple, de facture mécaniste, entre la base (internationalisation de la production) et une enveloppe superstructurale (l'État national) qui ne lui « correspondrait » plus. (...) En fait, les liens entre État et nation ne sont pas rompus, et les lieux essentiels de la reproduction et du développement inégal restent encore les formations sociales nationales, dans la mesure où ni la nation ni le rapport entre État et nation ne se réduisent à de simples liens économiques. La nation, dans toute la complexité de sa détermination – unité économique, territoriale, linguistique, symbolico-idéologique liée à la « tradition » –, conserve son entité propre quant aux « formes nationales » de la lutte des classes¹.

C'est un aspect déplorable de nombreux écrits contemporains sur la mondialisation, y compris ceux influencés par le matérialisme historique et l'analyse de classe, que de persister à méconnaître ces intuitions fondamentales de Nicos Poulantzas écrites il y a plus de quarante ans, à l'apogée d'une des périodes les plus fécondes de l'avancée des théories marxistes des classes et de l'État. Le constat de cette lacune s'applique en particulier à ceux qui – s'efforçant à juste titre de contester la théorie classique des relations internationales centrée sur l'État et de s'émanciper de la vieille théorie marxiste de la rivalité interimpérialiste – soulignèrent la nécessité d'interpréter la mondialisation capitaliste en termes de formation supposée d'une classe capitaliste transnationale (CCT) vue comme force sociale

1. Poulantzas Nicos, *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1974, pp. 85-87.

cohérente et consciente d'elle-même. À les suivre, cette classe imposerait sa volonté à tous les États-nations et/ou serait engagée dans la formation d'un supposé État transnational (ETN), expression des objectifs et du pouvoir du capital transnational.

Le problème n'est pas seulement, ici, l'instrumentalisme étroit d'une telle approche de l'État capitaliste comme ETN. Ses défenseurs ne sont jamais parvenus à saisir que le dépassement des frontières étatiques par le capital n'a pas dissous les classes capitalistes telles que formées historiquement et reproduites au sein des États particuliers (il en alla ainsi même lorsque ces classes capitalistes virent dans des États plus puissants leurs ultimes garants). Ces mécanismes ne peuvent pas être correctement appréhendés, comme le fait William Robinson, au sein d'un cadre théorique d'interaction à « somme nulle », qui ne voit dans les États séparés que les promoteurs de leurs bourgeoisies nationales dans l'arène internationale « au détriment des autres capitaux² ». Les tenants de l'ETN n'ont jamais réussi à prendre en compte la nouvelle conception de l'« internationalisation de l'État³ », mettant en avant une interprétation matérialiste historique de la manière dont les États capitalistes existants – dans le processus de leur reproduction sur un mode inégal et asymétrique face aux conflits et contradictions socio-économiques dans leurs pays – en sont venus à prendre, de fait, la responsabilité de promouvoir, garantir et superviser un capitalisme en voie de mondialisation tant à l'étranger que sur leurs propres territoires⁴.

LES CLASSES ET L'INTERNATIONALISATION DE LA PRODUCTION

La grande vertu de l'approche néogramscienne des relations internationales fut son insistance sur une analyse de classe de la mondialisation capitaliste⁵. Cette contribution fut d'autant plus importante qu'à l'époque la majorité des experts du courant dominant parlaient de façon superficielle de marchés acquérant une existence propre et s'émancipant des États dans un monde sans frontières⁶. Toutefois, cette contribution néogramscienne était partiellement viciée par sa tendance à expliquer l'adhésion des États à la mondialisation néolibérale selon un schème d'« extériorité/

2. Robinson William, *Global Capitalism and the Crisis of Humanity*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 162.

3. Panitch Leo, « Globalization and the State », *Socialist Register*, vol. 30, 1994; Panitch Leo, « Rethinking the Role of the State », in Mittleman James (dir.), *Globalization: Critical Reflections*, Boulder, Lynne Rienner, 1997; Panitch Leo, « The New Imperial State », *New Left Review*, n° 2, mars-avril 2000.

4. Panitch Leo et Gindin Sam, « Global Capitalism and American Empire », in Panitch Leo et Leys Colin (dir.), *The New Imperial Challenge*, London, Merlin, 2004; Panitch Leo et Gindin Sam, « Superintending Global Capital », *New Left Review*, n° 35, septembre-octobre 2005; et Panitch Leo et Gindin Sam, *The Making of Global Capitalism: The Political Economy of American Empire*, London and New York, Verso, 2012.

5. Cox Robert, *Production, Power and World Order*, New York, Columbia University Press, 1987 et Cox Robert, « Global Perestroika ? », *Socialist Register*, vol. 28, 1992.

6. Ohmae Kenichi, *The Borderless World*, New York, Harper Business, 1990.

intériorité », où le consensus d'une classe hégémonique, formé dans les institutions et les instances internationales, était ensuite transmis aux États au niveau national. Le livre de Leslie Sklair, *The Transnational Capitalist Class* accrut encore les problèmes posés par cette perspective « externe/interne »⁷. Concentrant son analyse sur les décideurs clés au sein des entreprises multinationales, ainsi que les professionnels, commerçants, bureaucrates des médias et politiciens favorables à la mondialisation, Sklair ignorait l'analyse systématique proposée par Ruigrok et Van Tulder des 100 plus importantes entreprises multinationales mondiales (en terme de chiffres d'affaires) ; cette analyse a montré que les actions d'un très petit nombre de ces entreprises étaient détenues pour à peine 10 % d'entre elles par l'étranger et que la dimension internationale de la composition des conseils d'administration était encore plus faible⁸. C'est seulement le fait que ce bas niveau de mondialisation de la propriété et du contrôle était « éclipsé par l'internationalisation des ventes, des actifs et des travailleurs » qui permettait de désigner ces entreprises comme multinationales. La seule importance de l'assise locale de ces sociétés multinationales les plus avancées – sous les angles évoqués ci-dessus, et sans même mentionner la production ou la recherche et le développement – conduisit Ruigrok et Van Tulder à conclure qu'aucune des 100 principales multinationales ne pouvait réellement être qualifiée de « mondiale », moins encore de « sans attaches » ou « sans frontières »⁹.

L'approche de Sklair était, en fait, bien plus proche de l'analyse en termes de pouvoir d'élite (*power elite*) que de l'analyse de classe par Cox du changement en cours de l'équilibre des forces entre le capital et le travail. Pour Sklair, les acteurs ou organismes publics jouaient simplement le rôle de « facilitateurs du projet de mondialisation capitaliste », rôle qui leur était imposé par des élites mondialisatrices, considérées comme davantage « dressées contre les bureaucrates et politiciens, agents du localisme, que contre le travail en tant que force sociale¹⁰ ». En se démarquant de l'approche en termes de pouvoir d'élite de Sklair, William Robinson a certes déployé une définition plus explicitement marxienne, le conduisant à l'analyse des relations entre « possédants » et « non-possédants », et la « problématisation des mécanismes gouvernant l'influence capitaliste sur les couches non-possédantes et l'État¹¹ ». Mais, à la pointe de la « théorie du capitalisme mondialisé » de Robinson se trouvent les relations entre capitalistes, dont la caractéristique principale est la domination exercée

7. Sklair Leslie, *The Transnational Capitalist Class*, Oxford, Blackwell, 2001.

8. Ruigrok Winfried et Van Tulder Rob, *The Logic of International Restructuring*, London, Routledge, 1995.

9. *Ibidem*, pp. 156-168.

10. Sklair Leslie, *The Transnational Capitalist Class*, op. cit., p. 15.

11. Robinson William, *A Theory of Global Capitalism: Production, Class, and State in a Transnational World*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2004, p. 36.

par une « nouvelle bourgeoisie transnationale qui possède les moyens de production mondiaux les plus avancés, dans la mesure où ces moyens sont principalement incorporés dans les entreprises transnationales et les institutions financières privées ». Dans la nouvelle époque de mondialisation capitaliste que, comme Hardt et Negri dans *Empire* (2000), Robinson date seulement des années 1980, cette classe est censée contrôler les « circuits mondialisés de la production, du marketing et des finances » désormais « dissociés d'identités et de nationalités particulières¹² ».

Robinson ne peut défendre cette affirmation que s'il parvient à montrer que l'internationalisation de la production a créé un site de production international « uniforme » qui marginalise le poids des multinationales dans leurs États d'origine. L'exemple de l'industrie automobile qu'il invoque pour donner à son affirmation théorique certaines bases matérielles, est à cet égard particulièrement révélateur. « À l'époque antérieure », soutient Robinson, les entreprises automobiles aux États-Unis, en Europe et au Japon « produisaient les voitures d'un bout à l'autre, puis les exportaient vers les autres pays ». En revanche, affirme-t-il, « à la fin du xx^e siècle, les composants individuels sont souvent fabriqués, assemblés dans plusieurs pays distincts, et la gestion peut être coordonnée à partir d'un terminal d'ordinateur central déconnecté des sites de production réels ». Il affirme ensuite que « les processus de production automobile sont devenus tellement transnationaux » que les produits finals ne peuvent plus être considérés comme « des produits nationaux en quelque sens que ce soit »¹³. Pourtant, la réalité (laissant de côté le fait que les entreprises automobiles américaines n'exportaient pas seulement des véhicules, mais avaient établi des succursales en Europe dès les années 1920 et les canadiennes encore plus tôt) est que la majorité de la sous-traitance des sociétés américaines ne se situe pas à l'étranger, mais à l'intérieur des États-Unis ou des pays de l'ALENA ; environ 80 % des composants des véhicules Ford, General Motors et Chrysler assemblés aux États-Unis sont fabriqués en Amérique du Nord. Ce processus de production régionale intégrée fut amorcé dans les années 1960, bien que la recherche et le développement restât jusqu'à présent majoritairement localisé aux États-Unis mêmes. En fait, à considérer les multinationales américaines dans leur ensemble, plus de 80 % de la recherche et du développement sont encore situés aux États-Unis. De plus, les composants importés dans ce pays pour les usines d'assemblage des entreprises japonaises et allemandes aux États-Unis proviennent majoritairement, comme à l'« époque antérieure », du Japon et de l'Allemagne, et non d'un large éventail de pays. Tout au plus avons-nous affaire à une

12. *Ibidem*, p. 49.

13. *Ibidem*, p. 11.

régionalisation de la production automobile par opposition à une « internationalisation », et cela vaut aussi bien pour l'Europe et l'Asie, y compris le Japon et la Chine.

Plus généralement, les affirmations de Robinson sont en nette contradiction avec des enquêtes empiriques plus systématiques qui montrent que « l'influence de la nationalité sur les entreprises multinationales est toujours forte aujourd'hui », comme l'a résumé Geoffrey Jones. Dans le nouveau millénaire comme auparavant

la composition des conseils d'administration demeure fortement biaisée en faveur des nationaux, bien que la participation au capital des grandes entreprises soit à présent largement répartie entre pays. (...) Aujourd'hui, les avancées technologiques peuvent permettre à différentes parties de la chaîne de création de valeur d'opérer en différents lieux; les sociétés peuvent détenir des portefeuilles de marques relevant de différents héritages nationaux; et les dirigeants, les détenteurs d'actions et les clients peuvent être dispersés. Il n'en reste pas moins, cependant, que la nationalité d'une entreprise est rarement ambiguë¹⁴.

L'examen exhaustif pratiqué par Sean Starrs de la liste annuelle *Forbes Global 2000* des principales sociétés mondiales cotées en bourse sur la décennie, classées selon les valeurs de leurs actifs, leurs valeurs de marché, leurs profits et ventes, renforce fortement cette conclusion, démontrant en outre la domination écrasante des multinationales basées aux États-Unis dans presque tous les secteurs économiques¹⁵. À présent, les principales entreprises transnationales mondiales opèrent sur toute la surface du globe, mais elles sont toujours majoritairement basées dans un petit groupe de nations – les États-Unis beaucoup plus qu'aucun autre pays – et leurs structures de propriété sont encore concentrées de manière nationale.

Malgré l'importance que Robinson a donnée à la production internationale intégrée, il n'a pas, comme l'a noté Starrs, « attaché une attention significative aux principales entreprises mondiales elles-mêmes, préférant se concentrer surtout sur les indicateurs agrégés. Et, alors qu'il a accordé beaucoup d'importance aux structures de propriété des sociétés, il n'a fourni aucune donnée à leur égard¹⁶ ». En fait, la recherche empirique de

14. Jones Geoffrey, « The Rise of Corporate Nationality », *Harvard Business Review*, octobre 2006, pp. 20-22. Voir également Jones Geoffrey, « Nationality and Multinationals in Historical Perspective », *Harvard Business School Working Paper*, n° 06-052, 2005.

15. Starrs Sean, « American Economic Power Hasn't Declined – It Globalized ! Summoning the Data and Taking Globalization Seriously », *International Studies Quarterly*, 57/4, 2013, pp. 817-830.

16. Starrs Sean, *The Persistence of American Economic Power in Global Capitalism: From the 1960s into the Twenty-First Century*. Ph.D. Dissertation, Toronto, York University, 2014, pp. 24-25.

William Carroll, bien qu'elle-même conçue dans le cadre analytique de la CCT, l'a conduit à ne soutenir « qu'avec réserves la thèse de Robinson selon laquelle une classe capitaliste transnationale s'est réellement formée ». Lorsqu'il souligne que « la plupart des réseaux de sociétés demeurent nationaux au niveau de leur direction », Carroll met en garde Robinson quant à « la nécessité de nuancer la théorisation du capitalisme mondial »¹⁷.

Ce besoin de nuances est particulièrement important lorsqu'il s'agit d'analyser la formation des classes et leur identité, un processus qui ne met pas seulement en jeu des rapports économiques, mais aussi, et profondément, des rapports personnels, sociaux, culturels et politiques. Robinson confond constamment l'internationalisation des processus de production avec les « véritables rapports économiques de production ». Aussi critique qu'ait été l'impact de la production mondialisée, celui-ci ne supprime pas la nécessité d'appréhender la pertinence que conservent les classes capitalistes en tant que groupes sociaux réels, pourvus d'identités nationales distinctes, y compris les fractions de ces classes engagées dans l'accumulation internationale du capital. Malgré tout ce qui chez lui fait écho à Poulantzas quant à l'insistance sur le fait que les États sont un « dérivé des forces et des classes sociales », Robinson commet l'erreur même que Poulantzas épingla lorsqu'il souligna que les formes politiques et les luttes de classes demeuraient spécifiquement nationales même dans un capitalisme mondialisé:

[Il faut] être ici très attentif, en raison des diverses idéologies gravitant autour des interprétations des firmes multinationales (...). [Concernant] la tendance marquée vers la *réunion*, sous propriété économique unique, *de capitaux provenant de plusieurs pays différents*: cette question de 'provenance' ne renvoie pas à un problème de *nationalité* du capital (le capital n'est pas une chose), *mais au lieu où se nouent les rapports sociaux originaires et/ou dominants qui constituent le capital (...)* : c'est la *place* circonscrite par les relations de propriété économique et de possession qui détermine les divers pouvoirs qui en découlent¹⁸.

Les entreprises peuvent être multinationales, mais les gens qui les possèdent et qui les contrôlent, et ceux qui y investissent, sans parler de ceux qui y travaillent, n'abandonnent pas pour autant leurs identités nationales.

À partir de sa perspective, celle du début du xx^e siècle, Robinson

17. Carroll William, « Global, Transnational, Regional, National: The Need for Nuance in Theorizing Global Capitalism », *Critical Sociology*, 38/3, 2012, p. 368.

18. Poulantzas Nicos, *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, op. cit., p. 66.

a abordé la relation entre les classes capitalistes et l'État comme l'image inversée des conceptions marxistes orthodoxes du début du xx^e siècle, avec l'ensemble des défauts qui en découlent¹⁹. Ainsi, tandis que Lénine, Boukharine et Hilferding réduisaient la concurrence, la rivalité et même la guerre entre États à la compétition entre les bourgeoisies nationales qui contrôlaient directement ces États, Robinson affirme que, puisque « des groupes transnationaux » se sont, aujourd'hui, appropriés les États nationaux, la compétition sous cette forme est une chose du passé. Même s'il affirme que « le pouvoir de décision politique dans les États nationaux » est transféré au « bloc capitaliste mondial » au sein de chacun d'eux, en réalité, aux yeux de Robinson, le lieu du pouvoir étatique est transféré à un ETN émergent, qui *correspond* directement à la nouvelle CCT. Bien qu'il affirme que cet ETN « comprend les États nationaux transformés et intégrés extérieurement *aussi bien que* les instances économiques et politiques supranationales », Robinson va, en réalité, si loin qu'il parle de forums tels que le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce comme représentant « l'obsolescence croissante de l'État-nation²⁰ ». Pourtant, loin d'être détachées des États-nations qui les ont créées, ces instances sont toujours financées par ces États et gouvernées par leurs représentants appointés (les États-Unis ayant conservé leur droit de veto même après le réajustement récent du droit de vote national en faveur des BRICS).

Se profile ici, cependant, un problème plus profond, fondé sur l'affirmation ontologiquement erronée de Robinson selon laquelle « les États ne sont pas des acteurs en tant que tels », que « les États ne 'font' rien par eux-mêmes », car seuls « les classes et les groupes sociaux sont des acteurs historiques »²¹. En réalité, les États ont toujours été et restent des acteurs clés en ce qui concerne l'instauration et la reproduction des conditions de l'accumulation du capital, y compris au niveau international.

UN EMPIRE DE L'AMÉRIQUE OU DU CAPITALISME ?

Même si les intuitions de Poulantzas concernant la perpétuation de l'importance de l'État national dans la « mondialisation » conservent leur validité, il se peut que sa conception de l'État qui le réduit à un « champ » de la représentation de classe ou une « condensation » de forces de classe, ait contribué à ce que des théoriciens de la CCT, comme Robinson, aient adopté des vues prêtant un rôle passif et simplement dérivé à l'État, au lieu d'un rôle actif et formateur dans l'élaboration du capitalisme mondialisé. Il n'en reste pas moins que la caractérisation par Poulantzas de la fonction clé de l'État en tant qu'*organisateur* de la bourgeoisie est particulièrement

utile pour comprendre ce rôle actif et formateur ; il en est de même de ses mises en garde répétées contre toute rigidité conceptuelle dans la désignation des fractions de classe. Les théoriciens de la CCT ont eu trop tendance à considérer le conflit social central au sein des États comme un conflit entre les fractions du capital orientées vers, respectivement, le transnational ou le national. Loin d'être statiques, ces fractions ne cessent de se déplacer et de se mélanger sur des modes que les États s'emploient activement à faciliter et garantir.

L'État capitaliste n'est ni un instrument direct de classe ni une instance qui ne serait composée que d'acteurs de classe. Les États capitalistes dépendent de l'accumulation du capital pour assurer leurs revenus fiscaux et leur légitimité. Leurs actions doivent toujours être replacées au sein du champ social des forces de classe, mais le pouvoir étatique est intrinsèquement distinct et nullement identique au pouvoir de classe. Non seulement les institutions de l'État sont, à des degrés divers, relativement autonomes vis-à-vis de la représentation et des pressions de classe, mais elles ont également développé des capacités et des formes de plus en plus spécialisées dont l'objet est le maintien « de la loi et de l'ordre » ainsi que la préservation de la cohérence d'un ordre social concurrentiel et inégalitaire, tout en tentant en même temps de promouvoir l'accumulation du capital et de contenir les crises et les contradictions économiques. Le large éventail d'activités dans lequel sont engagées les institutions de l'État ne peut être déduit de façon directe de quelque « logique » abstraite « du capital », pas plus qu'on ne peut attribuer chaque action de l'État à la volonté de promouvoir les intérêts de certains ou de tous les capitalistes. C'est surtout au moyen de processus d'essais et d'erreurs dans le traitement de problèmes spécifiques au sein d'une conjoncture donnée, que les acteurs de l'État font l'apprentissage des possibilités et limites de l'action étatique dans les sociétés capitalistes.

Les changements que subissent les institutions de l'État au cours du temps sont le résultat de processus graduels et conflictuels au sein de l'État lui-même. Ces transformations sont liées aux déplacements de l'équilibre des forces de classe, mais ne s'y réduisent pas. Devant souvent faire face aux problèmes mêmes que les capitalistes ne peuvent résoudre par leurs seuls moyens, les acteurs des institutions étatiques sont en règle générale formés, à la différence des capitalistes, à apprécier l'équilibre des forces sociales et anticiper les problèmes que la prise de certaines mesures serait susceptible de poser, y compris le possible bouleversement des rapports sociaux et le fait de susciter la contestation au sein des institutions de l'État elles-mêmes. Même ceux qui accèdent aux fonctions de l'État en venant du monde des affaires assument – une fois intégrés dans les institutions de l'État – des pratiques et des responsabilités qui s'inscrivent de

19. Robinson William, *A Theory of Global Capitalism: Production, Class, and State in a Transnational World*, op. cit., pp. 46-50.

20. *Ibidem*, pp. 88-93.

21. *Ibidem*, p. 98.

façon spécifique dans le cadre de ces institutions. La compréhension de ce que les États ont effectivement accompli et que les classes capitalistes ne pouvaient réaliser par elles-mêmes en vue de promouvoir et soutenir l'accumulation du capital et les rapports sociaux, est un aspect crucial de toute théorie substantielle du capitalisme mondialisé.

La différenciation entre l'État et l'économie, qui fut un aspect crucial de la genèse de l'écart entre le pouvoir politique et la structure de classe au sein du capitalisme, permit finalement l'organisation des intérêts de classe et de leur représentation vis-à-vis de classes antagonistes et de l'État. Dans ce contexte de différenciation des sphères économiques et politiques, certains capitalistes étendirent l'éventail de leur activité au-delà des frontières territoriales de leurs États respectifs. Dans la mesure où les États ont souvent encouragé les capitalistes à agir de la sorte et soutenu ces actions, les processus d'internationalisation capitalistes ont toujours revêtu une dimension spécifiquement nationale. Et comme l'interaction avec le capital étranger affecta les forces sociales nationales, ces mécanismes contribuèrent à leur tour à engendrer cette combinaison de pressions intérieures et extérieures par laquelle certains États en vinrent à assumer une part de responsabilité dans la reproduction internationale du capitalisme. Cette « internationalisation de l'État » a prouvé qu'il n'existe pas de contradiction insoluble entre l'espace international de l'accumulation et l'espace national des États.

Se borner à faire ressortir les contrastes entre une nouvelle époque de mondialisation du capitalisme et les époques antérieures ne saurait être assimilé à la formulation d'une théorie du capitalisme mondialisé. La « périodisation » que présente Robinson n'est pas réellement assimilable à une interprétation matérialiste historique de la constitution d'un capitalisme mondialisé. L'explication que nous mettons en avant dans *The Making of Global Capitalism* est que, sur la base des changements que le capitalisme a subis au milieu du dernier siècle, l'État américain fut non seulement le seul en position, mais le seul capable – pour des raisons liées à ses capacités institutionnelles autant qu'à sa structure de classe – de relancer la mondialisation capitaliste interrompue par la guerre mondiale et la dépression économique. Il n'y avait en cela rien d'inévitable. Bien que les États-Unis fussent déjà devenus la puissance industrielle dominante et le banquier du monde dans les années 1920, c'est seulement à travers le creuset des années 1930 et 1940 que l'État américain développa une capacité institutionnelle suffisante le rendant susceptible de tenir les rênes d'un projet de formation du capitalisme mondialisé. Ce fut un moment crucial pour la différenciation historique entre l'économie et le politique dans cette formation.

—

69

—

Dans le processus même de soutien de l'exportation du capital et d'expansion des sociétés multinationales, l'État américain assumait une responsabilité croissante quant à la création des conditions juridiques et politiques nécessaires à l'extension et la reproduction générales du capitalisme au plan international. Que les acteurs étatiques des États-Unis aient justifié leur rôle mondial par des considérations sur l'universalité de l'État de droit ne relève pas de la simple dissimulation, même s'ils ont toujours gardé un œil sur les possibles bénéfices que pouvaient en tirer le capitalisme de leur pays. Mais il ne s'agissait pas uniquement de promouvoir l'expansion internationale des multinationales américaines en réponse aux attentes des capitalistes imposant leurs intérêts à l'État. Le danger de ce type d'interprétations réside dans l'exagération possible du degré de clarté et de netteté de la conscience de leurs intérêts par les capitalistes. Les tensions aussi bien que les synergies entre le rôle de l'État américain vis-à-vis de sa propre société et ses responsabilités croissantes comme facilitateur de l'accumulation du capital dans le monde entier ne sauraient être réduites aux activités de lobbying de diverses « fractions de classe ». Une telle interprétation n'accorde pas un poids suffisant à l'autonomie relative de l'État américain dans l'ouverture de voies politiques et stratégiques, et sa capacité à susciter des compromis entre différentes forces capitalistes – ainsi qu'entre elles et d'autres forces sociales.

—

70

—

La création de nouvelles institutions internationales ne peut être assimilée aux commencements d'un proto-État mondialisé; ces institutions furent établies par des États nationaux, et étaient elles-mêmes inscrites au sein du nouvel empire américain. Les États nationaux demeurèrent les principaux responsables de la réorganisation et reproduction des relations et institutions sociales au niveau des classes, de la propriété, de la monnaie, des contrats et des marchés au sein de leurs pays respectifs. Mais ces institutions étaient désormais « internationalisées », quoique d'une nouvelle façon. Il leur fallait, désormais, également assumer une responsabilité dans la promotion de l'accumulation du capital sur un mode contribuant à la gestion de l'ordre capitaliste international sous le leadership des États-Unis. Simultanément, alors que les politiques du nouvel État impérial demeuraient le reflet des pressions issues des forces sociales nationales, y compris les pressions visant à représenter les intérêts capitalistes américains à l'étranger, l'État leur répondait sur un mode redéfinissant l'« intérêt national » américain dans les termes de l'extension et de la défense du capitalisme mondialisé.

Dans la mesure où il assumait la responsabilité centrale du capitalisme mondialisé tout en demeurant l'État des États-Unis, l'État américain n'acquiesça jamais définitivement la capacité d'engendrer des politiques

internationales cohérentes face à ses propres conflits et compromis intérieurs. L'élaboration des politiques n'eut, d'ailleurs, jamais pour centre le « cerveau » d'un État singulier. C'est seulement à l'occasion du traitement de problèmes spécifiques que les acteurs clés de l'État américain trouvèrent des compromis et développèrent des tactiques communes garantes de la cohésion politique, les changements dans la hiérarchie des organismes publics reflétant leurs succès relatifs dans l'accomplissement de ces fonctions. Dans la mesure où d'autres États capitalistes cherchaient de plus en plus à attirer l'investissement étranger, leurs politiques s'orientèrent davantage vers la fourniture d'un traitement égal à *tous* les capitalistes indépendamment de leur nationalité, ce qui correspondait justement aux objectifs de l'État américain. Les multinationales devenaient ainsi dépendantes de cette égalité de traitement national par de nombreux États; et ces États s'« internationalisaient » eux aussi, dans la mesure où ils assumaient une responsabilité croissante dans la création et le renforcement de conditions d'accumulation non-discriminatoires à l'intérieur de leurs frontières.

Ces observations montrent à quel point la périodisation de la transition vers une économie mondialisée en termes de changement qualitatif dans la production et la finance à partir des années 1980 est trompeuse. Cette interprétation oublie que les bases de l'expansion des multinationales dans les années 1960 furent jetées par des actions de l'État américain datant des années 1940 et 1950, tout comme la promotion du libre-échange et de la libéralisation financière depuis les années 1970 par ce même État fut la condition de l'intégration mondiale de la production et des marchés financiers dans les années 1990. Guidée par le G7 et, notamment, par les « pratiques exemplaires » de l'État américain en matière de droit international, ces processus furent principalement rendus possibles et codifiés par des traités bilatéraux et multilatéraux entre États-nations, alors même que ces États créaient la nouvelle Organisation mondiale du commerce. Bien plus que le FMI, les États-nations, et surtout le Trésor américain et la Réserve fédérale, furent les agents de la gestion des nombreuses crises provoquées par la mondialisation, depuis les 72 crises financières des marchés émergents des années 1990 jusqu'à la crise mondiale qui débuta en 2007-2008 et dont nous ne sommes toujours pas sortis.

La réponse macroéconomique asymétrique du G7 aux crises des années 1990 – austérité dans le monde en voie de développement et relance dans le monde développé – eut pour justification la logique structurelle de la finance mondiale: la victoire antérieure sur l'inflation dans les pays capitalistes avancés permettait alors l'approvisionnement en liquidités de leurs systèmes bancaires; dans les pays en développement, la restriction des pressions potentiellement inflationnistes par l'austérité apparaissait,

—
71
—

—
72
—

symétriquement, nécessaire afin de susciter un afflux de capitaux et renforcer les systèmes bancaires nationaux. Mais la préoccupation principale des ministres des finances du G7 était que les banques nationales ne soient pas traitées plus favorablement que les banques étrangères. Ce principe du traitement égal du capital étranger, avait, bien entendu, présidé à la mondialisation du capitalisme, et ce fut en grande partie par la détermination de l'État américain visant à faire respecter ce principe que la crise fut transformée en opportunité.

Le rôle central de l'État américain dans la direction des marchés financiers internationaux et, par là, la création des conditions de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, est directement perceptible dans sa gestion des marchés financiers en 2007. Un trait frappant de la réponse américaine à la crise fut que la gestion des marchés financiers fut, d'emblée et explicitement, organisée en gardant les yeux fixés sur le rétablissement de la stabilité financière au plan international et, en particulier, au sein des principaux marchés européens²². La résolution de la crise fut bloquée par la réticence de la Banque centrale européenne à absorber les masses considérables de dettes souveraines détenues par les principales banques européennes; dans cette mesure, l'instabilité actuelle des marchés financiers fournit une bonne illustration des séparations et complexités institutionnelles qui conditionnent l'hégémonie financière américaine. C'est pour ces raisons que les autorités financières des États-Unis ont été de plus en plus déçues par l'Union européenne, notamment du fait de son incapacité à faire face à la dynamique politique interne de ses États membres, surtout celle de l'Allemagne, dans le traitement de la crise de la dette des États plus petits. Le système supranational de gouvernance européenne, autrefois si vanté – menacé par la crise du fait du manque d'autorité centrale en matière de fiscalité, d'émission d'obligations et de décision budgétaire – s'avère à présent fonctionnellement très inadapté quant à la gestion du capitalisme mondialisé.

LA LUTTE DES CLASSES COMMENCE CHEZ SOI

La crise de la zone euro confirme un fait fondamental relatif aux natures respectives de la mondialisation et de l'empire informel: la souveraineté des États n'y est pas effacée. En témoignent clairement les difficultés que l'État américain a sans cesse dû affronter pour parvenir à ce que l'État allemand arrive à vaincre son obsession de l'inflation et de « l'aléa moral » [lorsqu'un agent protégé n'adapte pas son comportement au risque, Ndt], et prenne sa part de responsabilité dans l'endiguement des crises. On ne saurait toutefois comprendre cette survivance des souverainetés – particu-

22. Panitch Leo, Gindin Sam et Aquanno Scott, « American Empire and the Relative Autonomy of European Capitalism », *Competition and Change*, 19/2, 2015, pp. 113-127.

lièrement en ce qui concerne l'Allemagne – en termes de désengagement des États vis-à-vis du libre-échange et du libre mouvement des capitaux au profit d'un nationalisme économique. Au terme de dizaines d'années d'intégration économique, il n'existe, il est vrai, aucune bourgeoisie nationale comparable à celles qui soutinrent le tournant fasciste en Allemagne ou en Italie durant l'entre-deux-guerre. Mais affirmer qu'il n'existe pas de telles bourgeoisies nationales ne signifie pas qu'il existe une bourgeoisie transnationale tournée vers la conduite d'un État transnational. Les institutions de l'Union européenne, longtemps appréhendées comme archétype dans la tendance vers un ETN, ne furent pas le centre de gravité de la crise de la zone euro. Les choses se sont jouées dans les États nationaux, et la collaboration internationale qui joua un rôle dans ce processus s'est déroulée dans les réunions du Conseil des ministres, entre les dirigeants des États singuliers, et non dans les institutions de Bruxelles.

Même si l'on s'accorde largement sur le fait que « le processus de formation d'une classe transnationale a atteint son niveau le plus profond parmi l'élite européenne des affaires », Claude Serfati a certainement raison de mettre en garde « contre les amples généralisations concernant une classe capitaliste européenne ». Selon lui, les liens entre capitalistes européens, que ce soit à travers l'imbrication des conseils d'administration des sociétés ou la Table ronde européenne, « n'ont, en aucune manière, entraîné la disparition de la force des liens nationaux (...) Dans le cadre de la promotion de l'accumulation du capital, les capitalistes en Europe ont été capables de promouvoir le développement d'une structure de pouvoir politique régional (...) [mais] la construction de l'Union européenne a toujours été antidémocratique, et c'est sa légitimité toujours médiatisée par les États nationaux qui demeure le lieu central de la formation des classes capitalistes et des luttes de classes²³ ». L'intégration européenne fut surtout un projet néolibéral, avec l'affaiblissement des programmes sociaux et la plus grande « flexibilité » du travail des États-Unis comme cible et objet d'admiration. Cela ne signifia pas seulement un recul prévisible quant aux promesses d'élévation des normes européennes, mais aussi un profond affaiblissement des syndicats, engagés vers leur intégration, qui devait avoir des conséquences à long terme.

Le défi auquel sont confrontées les forces démocratiques anticapitalistes dans la crise mondiale actuelle n'est pas, comme le veut Robinson, « de reconstruire le pouvoir social des classes populaires au plan mondial à une époque où un tel pouvoir n'est ni médiatisé ni organisé par les États-nations²⁴ ». L'appel à la nuance que lance Carroll peut également s'étendre à

« l'implication stratégique (...) que la gauche ne se prenne pas elle-même au piège des conceptions réifiées d'un bloc historique capitaliste transnational ». Comme le dit Carroll, « il est prudent de résister à la tendance, implicite dans certaines formulations de l'approche de la CCT, à voir dans le militantisme transnational un mode par défaut visant à défier le pouvoir de la CCT ». Étant donné que le transnational est incorporé au national, « les ressources et l'appui institutionnel du pouvoir de l'État » sont des éléments cruciaux pour le militantisme transnational; c'est pourquoi « une gauche mondiale doit s'enraciner dans de puissants mouvements au niveau national²⁵ ».

La tentative de répondre à l'internationalisation avancée du capital par une internationalisation parallèle de la solidarité de la classe ouvrière relève, malgré ses bonnes intentions, d'un contresens total. Dans une de ses formes, elle suggère d'étendre les négociations collectives nationales au-delà des frontières et à l'occasion – imitant ici aussi les sociétés – de favoriser des fusions transfrontalières entre syndicats. Une réaction différente, dominante au sein des mouvements tournés vers la justice sociale, met en avant une forme d'« universalisme » centré sur l'établissement de normes minimales de protection de tous les travailleurs. Concernant l'étranger, ce courant s'attaque aux sociétés multinationales et à leurs fournisseurs dans le Sud mondial où prévalent des conditions de travail et de rémunération particulièrement mauvaises; au plan national, il promeut l'établissement de « frontières ouvertes » traitant tous les travailleurs de la même façon, indépendamment de leur pays d'origine. Et pour imposer les normes, que les États en concurrence auraient tendance à sacrifier pour attirer le capital, ce courant en appelle à l'action d'institutions internationales telles que les Nations unies, l'Organisation internationale du travail et la Banque mondiale. Toutes ces tentatives ont eu une importance très limitée. Elles s'enracinent dans un internationalisme mal compris, qui suppose de façon erronée que la faiblesse des classes ouvrières au niveau national peut être surmontée au plan international et s'avère incapable de vraiment saisir la persistance du rôle central de la formation sociale nationale, même dans le cadre de la mondialisation. C'est ce qui rend encore pertinents aujourd'hui les propos de Marx, qui soulignait pourtant l'importance du « rôle *international* de la classe ouvrière allemande » dans sa *Critique du programme de Gotha* de 1875 : « Il va absolument de soi que, pour pouvoir ne serait-ce que lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle, *en tant que classe*, et que le territoire immédiat du combat est son pays²⁶ ». ■

Traduit de l'anglais par Jean-Michel Buée

23. Serfati Claude, « The new configuration of the capitalist class », in Panitch Leo et Albo Greg (dir.), *Registering Class: Socialist Register 2014*, Londres, Merlin, 2013, pp. 153-154.

24. Robinson William, *A Theory of Global Capitalism: Production, Class, and State in a Transnational World*, op. cit., p. 174.

25. Carroll William, « Whither the transnational capitalist class? », in L. Panitch et G. Albo (dir.), *Registering Class: Socialist Register 2014*, op. cit., pp. 181-183.

26. Marx Karl, *Critique du Programme de Gotha* (1875), Paris, Éditions sociales (GEME), 2008, p. 64.